

En bref

WOERTH JUGÉ
DEVANT LA CJR ?

L'ex-ministre du Travail pourrait être cité devant la Cour de justice de la République (CJR) pour favoritisme dans l'affaire de la cession de l'hippodrome de Compiègne (Oise). Le procureur général auprès de la Cour de cassation a annoncé hier en avoir fait la demande. Il soupçonne Eric Woerth, alors en poste au Budget, de prise illégale d'intérêts dans la cession. «Il y aura peut-être une enquête mais entre une enquête et une inquiétude, il y a une différence», a commenté hier son avocat.

SITUATION BLOQUÉE
AU COLLÈGE DE CRAON

La colère n'était pas retombée hier au collège de Craon (Mayenne). La semaine dernière, après les heurts qui ont opposé dans la cour des élèves de l'établissement de réinsertion scolaire (ERS) aux collégiens, les enseignants ont déposé un préavis de grève. Les parents, eux, ont décidé de ne pas envoyer leurs enfants à l'école. Ils réclament davantage de moyens pour encadrer les élèves de l'ERS.

DEUX INTERPELLATIONS
APRÈS L'INCENDIE
MEURTRIER À DIJON

Deux personnes ont été interpellées hier suite à l'incendie d'un foyer de migrants à Dijon (Côte-d'Or) qui a fait sept morts dimanche. Brice Hortefeux, le ministre de l'Intérieur, a annoncé l'arrestation d'un suspect dans un hôpital psychiatrique. Le parquet de Dijon, qui évoque «une piste criminelle», a annoncé une deuxième arrestation. Les deux personnes ont été placées en garde à vue.

UNE SIGNALÉTIQUE
POUR LES MOTOS-TAXIS

Les motos-taxis devront porter une signalétique spécifique, sous la forme d'une vignette autocollante «apposée sur le véhicule», selon un arrêté publié hier au *Journal officiel*. Un début de régulation pour ce mode de transport en plein boom, notamment en région parisienne.

VOTE DU MAINTIEN
DE LA PUB EN JOURNÉE
SUR FRANCE TÉLÉVISIONS

Le maintien définitif de la publicité en journée sur France Télévisions a été voté hier à l'Assemblée contre l'avis du ministre du Budget, François Baroin. Les députés reviennent ainsi sur l'une des mesures phares de la réforme de l'audiovisuel de 2009.

BRIGITTE LONGUET, CANDIDATE AU BÂTONNAT
«IL FAUT RÉNOVER
L'IMAGE DE L'AVOCAT»

Les 21 000 avocats du barreau de Paris, soit un peu moins de la moitié de la profession hexagonale, éliront leur bâtonnier d'ici à décembre. Un poste de porte-parole essentiel, à l'heure où le barreau fête ses 200 ans et où le métier évolue à grande vitesse. Féminisation, diversification, modernisation... Brigitte Longuet, candidate au bâtonnat 2010, veut accompagner ces changements et promouvoir l'image d'un «avocat médiateur».

Vous organisez aujourd'hui à Paris une conférence sur le thème «Etre femme avocat et réussir sa vie*». Est-ce inconciliable ?

C'est très difficile. Le métier d'avocat est très prenant, puisque c'est votre temps que vous facturez. Ce qui rend les choses d'autant plus difficiles à gérer pour les femmes qui veulent une vie complète, concilient aspirations professionnelles et privées. Mais il existe des solutions. Les techniques de télécommunication facilitent de plus en plus le télétravail. Elles permettent aux cabinets de s'organiser différemment sans nuire à l'organisation du travail.

Les femmes sont d'ailleurs de plus en plus nombreuses à prêter serment...

Il a fallu attendre 1900 et une loi spéciale avant qu'une femme ne puisse prêter serment en France. En 2010, 50,1 % des avocats sont des femmes et le mou-



© FACELYSIPA

L'avocate Brigitte Longuet.

vement est encore plus flagrant chez les jeunes générations d'avocats, où l'on compte près de 65 % de femmes. Etant avocate depuis plus de trente ans et mère de quatre filles, je suis bien consciente de leurs aspirations.

La Semaine des avocats et du droit vient de s'achever. Les Français ont-ils une juste image de l'avocat ?

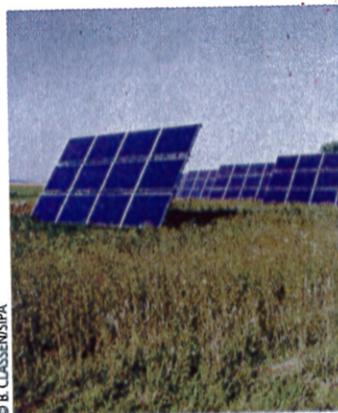
Cette image doit être renouvelée en profondeur. On imagine toujours l'avocat en robe, plaidant au pénal. Mais toute l'activité de conseil, de médiation, d'arbitrage, reste mal connue du grand public, souvent en raison du secret profes-

sionnel. Je veux promouvoir l'image d'une «avocature pacifiée», d'un avocat médiateur capable de régler les problèmes en amont du procès.

Les avocats ont-ils été touchés par la crise ?

La crise a confirmé que ma profession n'est pas suffisamment armée pour se moderniser. Je veux proposer des outils et des formations aux avocats pour les aider à mieux anticiper les tendances et mieux répondre aux besoins de leurs clients. •

* De 12h30 à 14h30, 6, rue de Châteaudun, Paris 9^e.

PRÉPARATION DU SOMMET DE CANCÚN SUR LE CLIMAT
RÉFLEXIONS DURABLES À ÉVIAN

© B. CLASSENSIPA

L'énergie solaire sera l'un des sujets abordés à Evian.

Comment l'innovation peut-elle aider au développement durable ? 500 dirigeants d'entreprise, responsables politiques ou encore scientifiques vont plancher sur le sujet pendant trois jours, à l'occasion de la 5^e édition de la Global Conference, organisée par les Ateliers de la Terre. Ce forum international, où une trentaine de pays seront représentés, commence aujourd'hui à Evian (Haute-Savoie). Outre l'innovation verte, il sera question de l'accès à l'eau ou encore des énergies renouvelables et de leur prix.

Une charte pour l'environnement Comme lors des précédentes années, la Global Conference donnera lieu à une

charte de propositions. «Elle sera proposée à des personnalités du monde politique, économique, à des ONG, qui vont ensuite la porter au sommet de Cancún», indique Eric Bazin, l'un des cofondateurs des Ateliers de la Terre. Il espère qu'au Mexique le fruit du brainstorming vert de la Global Conference nourrira la réflexion sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Parmi les invités attendus à la Global Conference figurent Michel-Edouard Leclerc, le président des hypermarchés, l'ancien Premier ministre et actuel sénateur de la Vienne, Jean-Pierre Raffarin, l'ancien ministre Thierry Breton ou encore Danielle Mitterrand, présidente de l'association France Libertés. •